

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. En ce qui concerne la question des pouvoirs constitutionnels, le discours du ministre ne se rattache en rien à ce que j'ai dit hier. Le ministre dresse un épouvantail. Nous voulons tous respecter la constitution.

L'hon. M. Lesage: Monsieur l'Orateur, je ne puis laisser passer cette remarque sans rappeler de nouveau ce que le chef de l'opposition (M. Diefenbaker) a dit hier:

Nous ne voulons pas de solution au jour le jour où les grandes entreprises de mise en valeur au Canada dépendraient de la situation internationale, mais nous voulons un plan; pas du dirigisme économique mais un programme national.

Voilà qui est clair.

M. Diefenbaker: Et je suis revenu constamment sur l'idée qu'il fallait un programme national à appliquer de concert avec les provinces demandant le concours du pouvoir central.

M. l'Orateur: Avant que le député de Calgary-Nord commence ses observations, je prends une seconde pour demander au sténographe du hansom de ne pas tenir compte de certaines remarques qui ne sont pas destinées au compte rendu.

M. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, avant de passer aux observations que j'ai l'intention de faire au sujet du projet de résolution, je voudrais relever certaines déclarations inexactes et de nature à induire à erreur que vient de faire le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (M. Lesage). Le ministre a commencé son discours en disant que la crise économique de la période d'administration conservatrice des années trente avait retardé la mise en valeur des régions septentrionales et le reste. Il n'y a pas de doute que l'essor de ces régions a été entravé par la crise économique, mais je voudrais vous signaler, monsieur l'Orateur, que le gouvernement conservateur qui a été au pouvoir de 1930 à 1935 avait assumé l'héritage de la crise économique que lui avait léguée l'administration libérale précédente. Le marasme avait commencé en 1929 et durait depuis un an lorsqu'un gouvernement conservateur a pris le pouvoir, s'efforçant à débayer les ruines qui s'étaient déjà accumulées. Il faut attribuer la responsabilité des retards apportés par la crise économique à la mise en valeur du pays aux programmes d'un gouvernement libéral qui avait, sinon causé, du moins accentué le marasme économique chez nous. La crise était générale, mais la ligne de conduite suivie par le parti libéral l'a accentuée en ce qui concerne le Canada.

[L'hon. M. Lesage.]

Le ministre ajoute beaucoup d'importance à l'augmentation des crédits relatifs au Nord canadien qui ont quintuplé en cinq ans. Je dois dire que cela est dû à la pression qu'exerçaient depuis des années les membres de notre parti afin qu'on s'intéresse en général, davantage à la mise en valeur de nos ressources naturelles.

Quand je suis arrivé ici, il y a douze ans, je me rappelle que M. John R. MacNicol revenait constamment sur la mise en valeur des régions septentrionales, sur l'exploitation des ressources que possède notre pays. Depuis lors les représentants de ce côté-ci de la Chambre ont toujours exercé une telle pression, et je sais que cette pression s'exerçait depuis bien des années auparavant. Ce n'est qu'après avoir longtemps insisté auprès du Gouvernement que celui-ci a finalement commencé à faire quelque chose en vue de mettre en valeur nos régions septentrionales.

Je rappellerai que, il y a deux ans à peine, alors que le comité spécial des prévisions budgétaires étudiait les crédits du ministère dont il est actuellement question, les membres de l'opposition ont vivement réclamé qu'on ouvre des routes et qu'on fasse des levés en vue de l'aménagement d'un chemin de fer qui permettrait d'ouvrir les territoires du Nord. Le ministre s'est alors contenté de dire que cela était impossible, que l'entreprise ne serait pas rentable. Il donnait toutes sortes de raisons empêchant de réaliser ces entreprises. L'an dernier, cependant, j'ai été heureux de constater qu'on avait porté quelque attention à ce qu'avaient dit les représentants de ce côté-ci de la Chambre. On a commencé à parler de levés à faire en vue de l'aménagement d'un chemin de fer qu'il serait peut-être possible de construire. Par conséquent, quand le ministre se vante de ce que ses crédits ont quintuplé en cinq ans, je crois que, si cela s'est fait, c'est en bonne partie à cause des pressions que nous avons exercées, non pas seulement nous, mais tous les Canadiens. Le progrès a été lent et les montants prévus sont encore bien loin d'être suffisants.

Le ministre a parlé des travaux d'exploration en vue de découvrir des gites de pétrole et de gaz dans les Territoires du Nord-Ouest et il semble attribuer au gouvernement le mérite des concessions de pétrole et de gaz accordées là-bas, ainsi que des travaux d'exploration et que sais-je encore. Le gouvernement n'a eu absolument rien à voir à l'exploration du pétrole et du gaz dans les territoires du Nord. Ce sont les sociétés pétrolières et les particuliers qui ont accompli ce travail, et en dépit du gouvernement plutôt qu'avec son aide. Leur travail d'exploration a été entravé par les frais élevés